Cette loi, que lâ€™assemblÃ©e municipale de Saint-PÃ©tersbourg a adoptÃ©e presque Ã lâ€™unanimitÃ© lors de la premiÃ¨re de ses trois lectures mercredi 16 novembre, interdit les manifestations publiques de personnes et dâ€™organisations LGBTI sous prÃ©texte de protÃ©ger les mineurs.

Dans un pays oÃ¹ lâ€™hostilitÃ© Ã lâ€™Ã©gard des personnes LGBT est palpable et dÃ©noncÃ©e par de nombreuses organisations europÃ©ennes et internationales notamment Ã lâ€™occasion des tentatives dâ€™organisation de marches des fiertÃ©s ou de festivals culturels, une loi de ce type alimenterait le climat dâ€™intolÃ©rance Ã lâ€™Ã©gard de la minoritÃ© LGBTI (*lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres ou intersexuÃ©es* ).

Elle lÃ©galiserait des pratiques discriminatoires et mettrait en danger la libertÃ© dâ€™expression et de rÃ©union de la minoritÃ© LGBT.

En outre, elle fournirait une base juridique Ã lâ€™interdiction de toutes leurs actions, y compris la distribution de brochures dâ€™information ou mÃªme les actions contre lâ€™homophobie.

Dâ€™autres villes russes comme Moscou ont prÃ©vu dâ€™adopter des dispositions lÃ©gislatives afin dâ€™interdire la "*propagande pour lâ€™homosexualitÃ©*", tandis quâ€™Arkhangelsk et la rÃ©gion de Riazan ont dÃ©jÃ mis en place une lÃ©gislation de ce type.

Bien que les relations homosexuelles entre adultes consentants aient Ã©tÃ© dÃ©pÃ©nalisÃ©es en Russie en 1993, les LGBTI font toujours lâ€™objet dâ€™une discrimination et dâ€™une violence gÃ©nÃ©ralisÃ©es.